

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## ARRETES DU MAIRE - Services techniques

DECEMBRE 2017

ARST_2017_160	INTERDICTION_TERRAINS_ENGAZONNES_STADE_ LEO_LAGRANGE_DU 02.12.17 AU 03.12.17	1
ARST_2017_161	TRAVAUX_ELECTRIQUES_5_IMPASSE_PERRIN_ SANUELEC_DU 11.12.17 AU 15.12.17	2-3
ARST_2017_162	TRAVAUX_RACCORDEMENTS_ERDF_EIFFAGE_ RESIDENCE_COUR_MARGOT_RUE_CHANGENET_DU 05.12.17 AU 28.02.18	4-5
ARST_2017_163	INTERDICTION_TERRAINS_STADE_LEO_LAGRANGE_DU 09.12.17 AU 10.12.17	6-7
ARST_2017_164	DEMENAGEMENT_VOINET_10_RUE_ GEORGE_SAND_15.12.17	8-9
ARST_2017_165	TRAVAUX_MISE_EN_RESEAUX_53_RUE_DE_ MARSANNAY_SOCATER_DU 18.12.17 AU 21.12.17	10-11
ARST_2017_166	TRAVAUX_MACONNERIE_26_RUE_JULES_BLAIZET_ FRIGERIO_DU 18.12.17 AU 05.01.18	12-13
ARST_2017_167	DEMENAGEMENT_ROSIER_28_RUE_RENAN_ STATIONNEMENT_DU 02.01.18 AU 04.01.18	14-15
ARST_2017_168	OUVERTURE_AU_PUBLIC_SALLE_BILLARD_17_RUE_ MONTGOLFIER	16-17
ARST_2017_169	TRAVAUX_FRIGERIO_26_RUE_JULES_BLAIZET_STATION_ RESERVE_DU 08.01.18 AU 31.01.18	18-19

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que les conditions climatiques actuelles nécessitent une interdiction des terrains engazonnés et le terrain synthétique du stade Léo Lagrange.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

L'utilisation des terrains engazonnés et le terrain synthétique du stade Léo Lagrange est suspendue les 2 et 3 décembre 2017.

#### Article 2 :

Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 1 décembre 2017



Pour le Maire  
L'Adjoint délégué

  
Ludovic BAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement électrique par l'entreprise SANUELEC, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 5 impasse Jean Perrin.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise SANUELEC est autorisée à intervenir au droit du 5 impasse Jean Perrin pour des travaux de branchement électrique.

Une restriction de circulation sera mise en place suivant l'avancement des travaux et la circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 11 décembre au 15 décembre 2017.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SANUELEC sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SANUELEC, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SANUELEC,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 4 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de raccordement au réseau ERDF par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement rue Alfred Changenet (future résidence Cour Margot).

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise EIFFAGE ENERGIE est autorisée à intervenir pour des travaux de raccordement au réseau ERDF de la future résidence Cour Margot rue Alfred Changenet.  
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire à compter de ce jour jusqu'au 28 février 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE sur le chantier, pendant toute la durée des travaux.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise EIFFAGE ENERGIE,  
Police Municipale,  
KEOLIS DIVIA,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 5 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que les conditions climatiques actuelles nécessitent une interdiction des terrains engazonnés du stade Léo Lagrange.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

L'utilisation des terrains engazonnés mentionnés ci-dessous du stade Léo Lagrange est suspendue les 9 et 10 décembre 2017 :

- Terrain d'honneur engazonné football n°1,
- Terrain engazonné rugby n° 3.

#### Article 2 :

Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

#### Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse,  
Police Municipale,  
Centre Technique Municipal,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 8 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD



## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame KONTHER au 10 rue George Sand, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Madame KONTHER, il convient de réserver deux places de stationnement au droit du 10 rue George Sand pour le stationnement du camion de déménagement de l'entreprise « Aux Déménagements VOINET ».

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le vendredi 15 décembre 2017 de 7h à 12h.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur : « Aux Déménagements VOINET »,  
CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 11 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de remplacement d'un câble souterrain en passage sous route plus raccordement au poteau, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules sur le chemin des Foussets au droit du 53 rue de Marsannay.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise SOCATER est autorisée à intervenir sur le chemin des Foussets au droit du 53 rue de Marsannay pour des travaux de remplacement d'un câble souterrain en passage sous route plus raccordement au poteau.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée par alternat avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du 18 décembre 2017 au 21 décembre 2017.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SOCATER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SOCATER, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise SOCATER,  
Police Municipale,  
KEOLIS/DIVIA,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 11 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de maçonnerie par l'entreprise FRIGERIO, au droit du 26 rue Jules Blaizet, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise FRIGERIO est autorisée dans le cadre des travaux de maçonnerie au 26 rue Jules Blaizet à occuper deux places de parking jouxtant la propriété du n°26 rue Jules Blaizet.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du lundi 18 décembre 2017 au 5 janvier 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise FRIGERIO sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise FRIGERIO, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 5 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise FRIGERIO,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 20 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Monsieur Roger ROSIER au 28 rue Ernest Renan, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Monsieur ROSIER, il convient de réserver 3 places de stationnement sur le parking face à l'entrée du n° 28 rue Ernest Renan pour le stationnement du camion de déménagement et pour le monte-meubles.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire le mardi 2 janvier 2018 de 7 h à 19 h, le mercredi 3 janvier 2018 de 7 h à 13 h et le jeudi 4 janvier 2018 de 7 h à 13h.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

#### **Article 4 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 5 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de la Sté DEMENAGEMENT PERRUCHE,  
CTM,  
Police Municipale,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 21 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD



**N° ARST\_2017\_168****ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le livre I, titre II, chapitre III du Code de la construction et de l'habitation,  
Vu le décret modifié n° 95-260 du 8 mars 1195 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,  
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5<sup>ème</sup> catégorie,  
Vu le règlement de sécurité contre l'incendie pris en application de l'article R 123-12 du code précité,  
Vu l'avis favorable en date du 24 novembre 2017 de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,

**ARRÊTE****Article 1 :**

La salle de billard sise 17 rue des Frères Montgolfier, peut être ouverte au public.

**Article 2 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 3 :**

La présente décision prend effet à compter de sa notification ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur ANTUNES PEREIRA Vitor, gérant de la salle de billard,
- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche-Comté,
- Monsieur le Président de la Commission Intercommunale de Sécurité de Dijon Métropole,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la commune de Chenôve,
- Police municipale.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 02/01/2018  
Qualité : Maire

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de maçonnerie par l'entreprise FRIGERIO, au droit du 26 rue Jules Blaizet, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'entreprise FRIGERIO est autorisée, dans le cadre de travaux de maçonnerie, à occuper deux places de stationnement sur le parking jouxtant la propriété du n° 26 rue Jules Blaizet.

#### **Article 2 :**

**Cet arrêté est exécutoire du lundi 8 janvier 2018 au mercredi 31 janvier 2018.**

#### **Article 3 :**

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise FRIGERIO sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

#### **Article 4 :**

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise FRIGERIO, sous le contrôle de la Police Municipale.

#### **Article 5 :**

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

#### **Article 6 :**

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### **Article 7 :**


Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,  
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,  
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Monsieur le Directeur de l'entreprise FRIGERIO,  
Police Municipale,  
DIEZE,  
Dossier,  
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 28 décembre 2017



Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,

  
Ludovic RAILLARD